

Du Testet, après la mort de Rémi

mardi 28 octobre 2014, par [Coordination du 25 octobre](#), [ZAD](#) (Date de rédaction antérieure : 28 octobre 2014).

Sommaire

- [Communiqué de presse de la \(...\)](#)
- [Communiqué de la ZAD](#)

Communiqué de presse de la Coordination

Rémi, 21 ans, est mort dans la nuit de samedi à dimanche à Sivens. Selon plusieurs témoignages convergents, il s'est écroulé à quelques mètres du camp retranché de la police, atteint par un tir au niveau de l'épaule, avant d'être immédiatement ramassé par la police.

S'agissait-il d'un flash-ball ou, plus vraisemblablement, d'une grenade de désencerclement projetée à tir tendu ?

Seule la police le sait qui, jusqu'à présent, occulte la vérité de diverses manières. Elle prétend qu'il n'y a pas eu de blessé-e-s parmi les opposants alors que l'équipe médicale de la coordination témoigne qu'il y en a eu de nombreux le samedi. La police affirme avoir « découvert un corps » dans la nuit en omettant de mentionner la violence des affrontements à ce moment-là (la préfecture a affirmé que les affrontements se seraient arrêtés vers 21h et omis de dire qu'ils ont repris de plus belle vers minuit). Elle prétend n'avoir pu venir sur place le dimanche pour lancer l'enquête (une fois le crime accompli, la police a brusquement quitté les lieux sans, jusqu'à ce jour, tenté d'y revenir).

Nous exigeons que toute la lumière soit faite au plus vite sur cet homicide, par respect pour Rémi, sa famille et ses ami-e-s. Nous souhaitons aussi que les responsables de ce drame soient poursuivis au plus tôt. Et pour nous, le responsable n'est pas seulement le robocop matricule xxx qui a appuyé sur la gâchette samedi soir - et encore moins Rémi. Il s'agit de savoir qui a construit cette situation de violence qui ne pouvait que tourner au drame.

Que faisaient donc les forces de l'ordre samedi au Testet, alors que le préfet s'était engagé à ne pas en poster pendant ce week-end, vu les milliers de militants attendus (7000) ? Il n'y avait aucun ouvrier à protéger, ni aucune machine à défendre : la seule qui n'avait pas été évacuée le vendredi avait été brûlée le soir même. Pourquoi donc avoir posté 250 gendarmes mobiles et CRS armés de grenades et de flash-blalls pour garder un petit carré de terre entouré d'un fossé large de plusieurs mètres ? S'agissait-il de protéger les précieux grillages ? Ou bien de générer de la tension et de faire de la provocation ?

Les autorités savaient très bien ce qui allait arriver en laissant un engin au Testet le vendredi et en y postant une armada le samedi.

A l'heure actuelle où l'inanité du projet de barrage au Testet apparaît au grand jour, à l'heure où tous les mensonges et conflits d'intérêts dénoncés par les opposants depuis des mois ont été confirmés par les investigations des journalistes (Le Monde 24/10 et le Figaro, 26/10) et le rapport

des experts ministériels rendu public aujourd'hui, le président du Conseil général et le Préfet du Tarn n'ont plus aucun argument en faveur du barrage si ce n'est de monter en épingle la prétendue violence des opposants. Ils avaient donc besoin de violence samedi. Ils l'ont provoquée. Elle a coûté la vie à Rémi.

Nous sommes sous le choc et adressons nos plus sincères condoléances à ses proches.

La coordination du 25 octobre

PS : Nous exigeons d'ores et déjà qu'une seconde autopsie indépendante soit effectuée et avertissons la préfecture que si le corps n'était pas conservé de sorte à ce que cette contre-expertise soit possible, ce serait une preuve de plus que les autorités veulent cacher la vérité.

Nous dénonçons les tentatives de salir la mémoire de Rémy en prétendant que les causes de sa mort seraient liées à son « alcoolémie » ou à sa « violence ».

Communiqué de la ZAD

Depuis le 15 août 2014, nous, les opposants au barrage du Testet, sommes victimes de violences policières de façon systématique et acharnée. Dans la nuit du 25 au 26 octobre, Rémi a été tué par des gendarmes.

Cette nuit là, il n'y avait plus de matériel à garder sur la base de chantier.
Que défendaient-ils, ces militaires ?

Les égos de quelques décideurs ?

Les profits de certain individus ?

Ou était-ce une provocation stratégique ?

Nous avons perdu un frère de lutte, nous pensons à lui, à sa famille et à ses amis proches. Ceci n'aurait jamais dû arriver. Les vives émotions suscitées par le décès de Rémi s'expriment par des manifestations de soutien spontanées partout en France. Les promoteurs du projet ont été interpellés à maintes reprises quant à la non-pertinence du barrage d'un point de vue écologique, économique, politique... mais toujours en vain.

Le mépris du peuple, du vivant, des droits fondamentaux engendrent l'indignation puis la colère auprès de celles et ceux qui ne veulent plus subir la domination de l'oligarchie en place. Ces injustices sont des violences sur tout(es) celles et ceux qui sont systématiquement discrédités, criminalisés et dépossédés de leurs moyens d'actions et d'expressions. La colère qui en découle est légitime, chacun ayant sa propre façon de s'indigner face aux forces étonnement démesurées auxquelles nous sommes confrontés. Nous restons tous et toutes solidaires contre ce projet.

Les dernières informations, à l'heure de boucler ce comité de presse, continuent dans le sens de la répression policière. De nombreux barrages et contrôles d'identité finissent au commissariat pour garde à vue. Les mesures d'intimidations se poursuivent une seule réponse commune :
Enracinons la résistance, ne les laissons pas nous isoler dans la forêt !

Nous vous invitons à manifester votre indignation et votre soutien où que vous soyez !!!
